

a fait, c'est de pourvoir à une dépense d'un million et demi qui ne peut donner aucun résultat. Deux ou trois chalutiers sur le Pacifique et deux ou trois chalutiers sur l'Atlantique, avec un torpilleur, constitueront notre service naval pour l'année prochaine. Je ne crois pas, monsieur, que ceci rencontre l'approbation du peuple du Canada. Je sais combien le peuple de ce pays désire l'économie; je suis aussi ardent que tout autre député de cette Chambre à réduire les dépenses; mais je crois que dans un temps comme celui-ci l'on devrait comprendre notre devoir de pourvoir à la défense du Canada et montrer que nous ne désirons pas continuer à compter entièrement sur la marine de la mère patrie.

En discutant cette question l'autre soir, le très honorable chef de l'opposition (M. Meighen) passa une remarque, indiquant, que selon lui au moins, l'état de choses existant dans le monde ne nous justifiait pas de nous priver de ce peu d'efficacité que représente notre service naval. Je veux lire au comité l'opinion d'un homme qui doit être une autorité compétente, sur ce sujet surtout. Quand le très honorable M. Lloyd George, revint à Londres hier, il traça un tableau de l'Europe qui doit engager chaque citoyen à nourrir les craintes de la possibilité d'un autre conflit sur le continent; et, si c'est le cas, il importe pour nous, dans un temps comme celui-ci, de ne pas détruire complètement le bon effet et l'efficacité de l'organisation navale que nous possédons, mais plutôt de l'augmenter. M. Lloyd George, faisant allusion à la conférence de Gênes et à la conférence de La Haye qui doit être tenue prochainement, dit:

Il faut vous souvenir qu'il y a quelques semaines des armées se massaient sur des frontières de plusieurs mille milles de long avec l'intention évidente de marcher l'une contre l'autre, que tout le centre de l'Europe était dans un état de crainte et tremblait parce qu'il s'attendait à voir s'avancer ces armées et à assister à la reprise du terrible conflit de ces quelques dernières années. La marche de ces armées a été arrêtée par la conférence de Gênes et je crois que l'ordre ne sera jamais donné à aucun bataillon d'avancer.

Permettez-moi d'attirer votre attention, monsieur le président, sur le fait que la marche de ces armées a été arrêtée pour une période de huit mois. C'est la seule obligation prise par toute nation européenne et si tel était l'état de choses il y a deux mois, si tout ce que l'on a pu faire après une conférence de deux mois a été d'arranger un armistice ou une trêve de huit mois, je crois que nous pouvons considérer comme très sérieuse la situation; une situation qui

certainement ne justifie pas ce pays de détruire la petite organisation navale que nous avons.

Je ne suis pas un militariste, monsieur le président, mais j'espère être un citoyen canadien qui se respecte et qui est prêt à faire sa part pour la défense de son pays; et je crois que c'est l'attitude du peuple de ce pays en général. C'est pourquoi je pense qu'il ne sera pas satisfait de la somme allouée et des plans qui ont été révélés au sujet de nos faibles opérations navales. Ce n'est pas une question d'économie, car je pense pouvoir convaincre le comité que l'on dépense pour des choses entièrement inutiles une somme d'argent plus forte que celle qui a été réduite dans les prévisions budgétaires.

Mes honorables amis, à gauche, il y a quelques temps, se sont rendus dans la ville de Québec. J'ignore qui conduisait personnellement cette expédition, mais je comprends que le but du voyage était de convaincre ces honorables députés qu'une dépense d'un million et demi pour des améliorations au port de Québec était une dépense sage et nécessaire. Eh bien! c'est avec un grand intérêt qu'après leur retour de Québec, j'ai vu l'un de ces honorables députés se lever et que je l'ai entendu dire qu'il n'était pas en faveur d'augmenter les accommodations de ce port, parceque les accommodations existantes suffisaient pour prendre soin d'un volume de trafic deux fois plus considérable que celui de l'an dernier ou celui de cette saison. Je fais remarquer qu'un million et demi pour le port de Québec est une dépense en pure perte. Je n'ai aucune objection à une dépense de \$5,000,000 pour le port de Montréal parceque je crois que des accommodations supplémentaires, particulièrement pour le chargement et le déchargement, y sont nécessaires. Je pense que c'est peut-être là une dépense qui peut se justifier et est raisonnable, mais que la Chambre dépense un million et demi de dollars pour des travaux non nécessaires et réduise d'un million et demi les prévisions budgétaires du service naval, c'est une chose que je ne puis comprendre et qui, je crois, ne pourra être justifiée aux yeux du peuple de ce pays.

De deux choses l'une: le Gouvernement doit adopter un programme efficace ou ne rien faire du tout. Mes honorables amis ne sauraient soutenir que cette diminution a été efficace pour des raisons d'économie. Je tiens donc à protester contre les gaspillages de la nature de ceux auxquels j'ai fait allusion et la diminution des dépenses